À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une

prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France… Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de

l’inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d’obtenir de l’essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d’un quart des Libanais vivent même sous le seuil d’extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d’environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d’avoir accès à des aides d’ONG internationales, voire de constituer une main d’œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d’extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n’est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de

solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André, chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris… Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.

Le jubilé de la Cevaa s'invite dans Perspectives Missionnaires

Le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, consacré aux questionnements qui traversent tous les organismes missionnaires aujourd'hui, offre une carte blanche à Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse, qui évoque les

célébrations des 50 ans de la Communauté d'Églises en mission.



Illustration pour le Jubilé de la Cevaa © Cevaa

L'assemblée générale de la Cevaa – Communauté d'Églises en Mission – se prépare à vivre un moment particulièrement significatif de son histoire. En effet, le temps de son déroulement verra la célébration du cinquantième anniversaire de la Communauté. Le thème qui servira de fil conducteur à toutes les activités de l'assemblée générale et du Jubilé est intitulé : «Cevaa : maintenons la flamme !». Il est inspiré de Luc 12, 35.

Dès la création de la Cevaa, le 30 octobre 1971, les pères fondateurs avaient une ferme volonté, celle d'annoncer la Bonne Nouvelle au-delà de toute frontière. Ainsi vit le jour la Cevaa (Communauté évangélique d'action apostolique), dont la responsabilité est de mener une réflexion continue sur la mission et sur la signification de l'Évangile. Lors du Conseil du 30 octobre 1999 à Nécé (Maré, Nouvelle-Calédonie), les Églises membres avaient décidé de modifier le nom de la Communauté et de la nommer Cevaa – Communauté d'Églises en mission. Ce choix du mot «communauté » renvoie à la théologie de la première communauté apostolique, dont l'utopie constituait un grand rêve d'animer l'Église par la flamme de l'Évangile, en vue de la transformation du monde. Avec les mutations perpétuelles, la Cevaa cherche à maintenir vivante la flamme de son inspiration originelle, de manière à offrir

chaleur et lumière à ses contemporains. Comme la ferveur spirituelle de bien des croyants diminue avec le temps, le slogan «Cevaa : maintenons la flamme !» est un encouragement important, pour la Communauté comme pour les Églises, dans leur engagement missionnaire. Il nous donne la possibilité de vérifier la solidité des liens entre Églises membres et de les renforcer.

Une flamme, c’est quoi ?

Une flamme est une réaction de combustible qui est à l’origine de la production du feu. Elle produit de la chaleur et émet en général de la lumière. La flamme dégage une puissance d’action : faire rougir le fer, cuire les aliments, combattre le froid, éclairer un chemin. Dans le langage biblique, la flamme symbolise la présence de Dieu, la Parole de Dieu, la présence du Saint-Esprit. La flamme de Jésus dans le monde, c’est donc le feu de l’Esprit-Saint gagnant de proche en proche, purifiant tout, embrasant tout, illuminant tous les hommes. C’est l’Esprit-Saint qui allume la foi dans le cœur des hommes grâce à la parole portée jusqu’au bout du monde par les témoins de Jésus. C’est pourquoi aujourd’hui la parole de Jésus vient nous réveiller dans notre lassitude, comme la flamme toujours impatiente de se communiquer.

Quelques manifestations de la flamme au sein de la Cevaa



Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse © Cevaa

La Cevaa a une « flamme », une volonté, celle de la mission. Celle-ci nous a été transmise depuis 1971. C'est la flamme de la foi, de l'amour et du partage dont le slogan fondateur est : «Tout l'Évangile à tout l'Homme». L'objectif est de vivifier l'Église par le dynamisme des communautés, de mettre ensemble nos moyens, nos talents et nos atouts au service de l'évangélisation. La flamme allumée par les Pères fondateurs ne s'est pas éteinte. Elle s'est manifestée et se manifeste encore dans des domaines spécifiques bien visibles : la formation et les bourses, l'animations théologique, la jeunesse, les programmes et projets missionnaires, les échange de personnes, les actions communes, la solidarité dans le domaine de la santé etc.

Défis et interpellations

Aujourd'hui, la Communauté semble éprouver certaines difficultés : l'usure du temps, une certaine fatigue, de la lassitude ? Par ailleurs, nous vivons dans un monde globalisé, avec une globalisation dont le processus se poursuit à un rythme rapide et dont les effets se font sentir profondément dans tous les domaines de notre vie : social, spirituel, culturel, économique et politique. Dans ce contexte, le thème «Cevaa : maintenons la flamme !» nous place face à plusieurs défis.

Sur le plan spirituel, nous sommes appelés à maintenir la flamme de l'unité et du vivre-ensemble dans la diversité. Le vivre-ensemble nous rappelle que la Cevaa n'est pas un conseil d'Églises qui siègent côte à côte, ni une conférence d'Églises qui se consultent. Elle est une communauté d'Églises en communion les unes avec les autres. Il est donc essentiel de faire croître l'unité et l'esprit de communauté dans nos Églises et entre les Églises membres de la Cevaa.

Sur le plan matériel, il s'agira de promouvoir une catéchèse financière. Aujourd'hui, le visage des Églises est profondément modifié par des difficultés liées à la survie économique. La contribution des Églises baisse d'année en année, ce qui amène à penser que l'engagement faiblit. Il est vrai, l'argent n'est pas d'abord ce qui constitue le vivre-ensemble de la Communauté, mais les Églises doivent parvenir à s'interpeller les unes les autres sur la question des ressources matérielles.

Relever le défi du dialogue et de l'interculturalité sera un troisième axe essentiel. Nos sociétés, autrefois plutôt homogènes, sont confrontées à l'exigence croissante de nombreux modèles de pluralité : des cultures différentes se côtoient au quotidien. Le dialogue, les échanges étant les maîtres-mots de la Communauté, il nous faut, si nous voulons maintenir la flamme, approfondir le travail sur ce terrain.

Enfin, les questions liées à l'environnement occuperont une place considérable. Le monde dans lequel nous vivons a été créé par Dieu ; celui-ci l'a confié aux êtres humains pour qu'ils l'entretiennent et le conservent d'une manière agréable et confortable pour tous. Mais l'homme a empoisonné la création ; ses atteintes à l'environnement contribuent à la détérioration de la situation sanitaire mondiale et aggravent les catastrophes naturelles. Nous sommes tous face à une véritable menace pour la survie de l'humanité. Nous avons à en prendre conscience pour habiter autrement la création. L'éducation tiendra là un rôle majeur.

Envisager l'avenir

Commémorer le cinquantième anniversaire de la Cevaa est pour les Églises membres un motif de joie, de louange et d'action de grâce au Seigneur pour une histoire faite de rencontres, d'engagements, de réalisations à sauvegarder, entretenir et maintenir. Après cinquante ans de témoignage, il nous faut envisager l'avenir avec beaucoup de réalisme, de persévérance, de solidarité et de courage, dans la poursuite de la mission «de partout vers partout».

Développer avec les Églises l'esprit communautaire, maintenir notre compréhension de l'appel à servir la foi, à promouvoir la justice, à dialoguer avec les cultures et les autres religions à la lumière de la vocation apostolique, telles sont les tâches qui nous attendent. «Cevaa, maintenons la flamme !» remet chacune de nos Églises en face de ses responsabilités. «Tenons donc ferme : ayons à nos reins la vérité pour ceinture ; revêtons la cuirasse de la justice ; mettons pour chaussures à nos pieds le zèle que donne l'Évangile de paix ; prenons par-dessus tout cela le bouclier de la foi, avec lequel nous pourrons éteindre tous les traits enflammés du malin» (Eph. 6, 13).

Il ne reste plus qu'à souhaiter le meilleur à la Cevaa, à ses Églises membres, pour la mission des prochaines décennies.

Organismes missionnaires, quel avenir ?

Alors que Défap et Cevaa célèbrent leur cinquantenaire, le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, dresse un panorama des évolutions qu'ont connues les organismes missionnaires au cours des dernières décennies, et des problématiques auxquelles ils sont confrontés aujourd'hui. En voici la présentation, à travers cet article de Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn.



Photo de couverture du n°81 de Perspectives Missionnaires © PM

En ces temps de jubilé cinquantenaire de deux organismes missionnaires, la Cevaa – Communauté d'Églises en mission et le Défap – Service protestant de mission, Perspectives missionnaires propose un dossier permettant de s'interroger

sur les mutations intervenues au sein des organismes missionnaires, internationaux et nationaux.

*

* *

Les anciennes sociétés de mission, fondées pour les premières d'entre elles un demi-siècle avant la constitution des empires coloniaux, avaient eu pour principale tâche de propager l'Évangile au sein de populations étrangères au christianisme. L'accès à l'autonomie des Églises nées de la mission, à l'heure de la conquête des indépendances politiques des pays, a nécessité la création d'un nouveau cadre de relations internationales, propice à des relations de partenariat, et cherchant à s'affranchir de tout paternalisme.

De nouvelles institutions ont été créées en Europe à partir des années 1960-70. D'une dynamique d'implantation d'Églises, on est passé à des relations inter-ecclésiales pour porter une mission évangélique de «partout vers partout». Le dépassement de relations asymétriques a cependant été rendu difficile du fait du maintien d'importantes inégalités économiques entre, d'une part, de «jeunes» Églises démunies financièrement mais portées par une forte croissance et, d'autre part, de «vieilles» Églises bien établies mais sans cesse plus fragilisées par la sécularisation.

Jusqu'à la fin des années 1980, la priorité est donnée à l'appel à la solidarité, notamment financière, articulé à une critique d'un ordre mondial considéré comme injuste : les actions, projets ou échanges, sont au service d'objectifs de développement, avec le souci d'une approche holistique qui prenne en compte toutes les dimensions nécessaires à l'épanouissement de la vie.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, et avec l'essor des mouvements migratoires, les préoccupations socio-économiques, qui donnaient une forte dimension diaconale à l'action

missionnaire, se déplacent vers des problématiques plus culturelles et interculturelles. La naissance d'Églises issues de l'immigration amène aussi de profondes remises en question quant à la manière de vivre et d'incarner l'universalité de l'Église dans la diversité culturelle, tant à l'échelle internationale que sur un même territoire. Le défi demeure aujourd'hui, celui d'une mission véritablement incarnée et œcuménique, sans plus établir de distinction entre Nord et Sud, de discrimination entre un centre et une périphérie, de division entre confessions chrétiennes.

*

* *

En ouverture de ce dossier, un article de Risto Jukko offre un survol des évolutions intervenues au sein du mouvement missionnaire né dans la suite de la Conférence universelle des missions d'Edimbourg en 1910. Ce mouvement s'est traduit institutionnellement par la création, en 1921, du Comité international des missions, suivie, en 1963, de celle de la Commission mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises basé à Genève.

En seconde position, l'article de Françoise Thonet donne une présentation du mouvement de Lausanne, né en 1974. Celui-ci, inscrit dans la mouvance évangélique, a pris une forme institutionnelle dans le Comité de liaison pour l'évangélisation mondiale plus connu sous le nom de Comité de Lausanne. Prenant son origine dans le même mouvement missionnaire mondial que le mouvement œcuménique, il résulte d'une rupture intervenue avec celui-ci dans les années 1960 en raison de différends théologiques évoqués dans les articles. A partir des années 1980, un dialogue s'est néanmoins renoué entre Genève et Lausanne.

S'intéressant à des organismes nationaux, trois articles, respectivement de Julian Woodford, Benedict Schubert et Marc Frédéric Muller, portent sur des organismes protestants ayant

entre eux des liens historiques : deux organismes suisses, DM (Suisse romande) et Mission 21 (ex-Mission de Bâle en Suisse alémanique), un organisme français, le Défap, qui a succédé en 1971 à la Société des missions évangéliques de Paris (Mission de Paris) née en 1822.

En effet, la Mission de Bâle est à l'origine de la Mission de Paris alors que DM, né en 1963, est en partie issu de la Mission de Paris. DM a rejoint la Cevaa, Communauté internationale d'Églises en mission, en 1971 comme organisme représentant des Églises de Suisse romande tandis que le Défap devenait le service missionnaire dont les Églises de France se dotaient, en particulier pour vivre de nouvelles relations avec les Églises de la Cevaa.

Ce panorama est complété par la présentation d'un organisme évangélique, la Mission baptiste européenne, par David Boydel, et d'un organisme catholique, le Service national missions et migrations, par Xavier de Palmaert.

Au-delà des différences de traditions théologiques et ecclésiologiques ces croisements font apparaître des problématiques communes. Se révèle de quelle façon plusieurs institutions missionnaires, avec leur héritage et leur sensibilité spécifique, ont essayé d'accompagner les transformations qui ont affecté la marche du monde et le devenir des Églises. Mais également comment ces évolutions les obligent à toujours repenser leurs propres mutations.

*

* *

Le dossier s'achève par la présentation d'une nouvelle discipline théologique, la missiologie, par deux acteurs de sa promotion dans l'espace francophone, Jean-François Zorn et Gilles Vidal. Celle-ci trouve ses bases épistémologiques et institutionnelles après que les anciennes sociétés missionnaires ont disparu ou se sont réorganisées. L'exemple

protestant français montre que le patrimoine pédagogique (à travers la formation des missionnaires) et documentaire (à travers les archives et la littérature missionnaire) peine à trouver sa place dans le monde des facultés de théologie, longtemps tournées vers la formation des seuls ministres destinés à
l'Europe et aux Églises établies. Cependant, la nécessité d'inventer d'autres ministères dans une Europe sécularisée, de réfléchir à l'avenir du christianisme au milieu d'autres religions et idéologies et dans des espaces multiculturels, constitue une opportunité pour la missiologie de se constituer en discipline apte à préciser les nouvelles conditions de la diffusion et de la contextualisation du christianisme au XXIe siècle.

Mais l'expérience montre qu'en matière de missiologie, comme dans bien des domaines de l'innovation, la pratique précède souvent la théorie, celle-ci survenant quand la pratique est en crise.

Autre problématique mise en évidence par cet article, celle relative aux programmes de formation et d'action pilotés par divers organismes (dont les facultés de théologie), appelés eux-mêmes à muter quant à leur pratique pédagogique et à l'invention de nouveaux paradigmes de la mission.

Le sommaire de ce n°81

Perspectives
MISSIONNAIRES

1 **Carte blanche à** Omer Gbokanlé Dagan

Dossier :
Organismes missionnaires, quel avenir ?

5 **Introduction** par Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn

9 **Les grands changements de structures dans la mission protestante mondiale** par Risto Jukko

25 **Un retour sur le Mouvement de Lausanne** par Françoise Thonet

40 **Mutations des organismes missionnaires : le cas de Mission 21 en Suisse** par Bénédict Schubert

47 **Le DM - Dynamique dans l'échange** par Julian L. Woodford

53 **Le Défap, « Mission impossible ?»** par Marc Frédéric Muller

69 **Vers un nouveau paradigme dans la mission** par David Boydel

77 **Mission, communion, migration** par Xavier de Palmaert

83 **D'hier à aujourd'hui, la missiologie en héritage** par Jean-François Zorn et Gilles Vidal

Rubrique

113 **Lectures**

40 ans de recherches sur la mission chrétienne par le CREDIC, Bernadette Truchet et Jean-François Zorn (dir.), Paris, Karthala, 2020, 140 p.
par Guy Musy

Dynamique de transculturation du christianisme. L'expérience du missionnaire protestant Jean René Brutsch au Cameroun (1946-1960), coll. « Histoire des mondes chrétiens », Paris, Karthala, 2019, 375 p.
par Jean Renel Amesfort

Convertir l'empereur ? Journal du médecin-missionnaire Georges-Louis Liengme dans le sud-est africain, 1893-1895, introduit et édité par Eric Morier-Genoud, Lausanne, Antipodes, coll. Histoire, 2020, 352 p.
par Michel Durussel

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans ***Perspectives missionnaires****, unique revue protestante de missiologie de langue française.*

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Décès du Rev. Dr. Samuel D. Johnson

Le révérend docteur Samuel D. Johnson est décédé mercredi 24 mars, à l'âge de 58 ans. Il avait œuvré pour la Communauté Cevaa pendant douze années, jusqu'en 2020, au poste de Secrétaire Exécutif chargé du pôle Animations. Notre compassion et nos pensées les plus émues vont à la famille du Pasteur Johnson, son épouse

et ses trois filles. Nous adressons également nos sincères condoléances à toute l'Union des Églises Baptistes du Cameroun.



Le Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON lors du Conseil Exécutif d'avril 2017, Cotonou © Cécile Richter

C'est avec une tristesse infinie que nous vous avons appris le décès soudain du Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON,

> Ancien Secrétaire Exécutif de la Cevaa chargé du Pôle Animations (2008-2020)
>
> Pasteur de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun,
>
> Docteur en Théologie de l'Université de Hambourg en Allemagne,
>
> Chercheur associé à l'IPT/Faculté de Théologie de Montpellier,

Chercheur associé au Centre Maurice Leenhardt de recherches en missiologie,

Ancien enseignant et doyen de l'Institut Baptiste de formation théologique de Ndiki (IBFTN) au Cameroun,

Ancien Membre du Conseil Scientifique de l'Institut Œcuménique de Théologie Al Mowafaqa au Maroc.

« *De son passage à la Cevaa*, a souligné la Communauté d'Églises en mission, *nous n'oublierons pas son impulsion décisive pour la mise en place et le développement de la formation AEBA, sa collaboration continue avec les Églises en vue du renforcement de l'animation théologique, son attachement à l'histoire de la Communauté Cevaa et de ses Églises-membres, et la relecture de cette histoire à la lumière de l'actualité. Toutes ses œuvres sont un témoignage durable de sa vie ici-bas.* »

Le Président du Défap, le pasteur Joël Dautheville, a fait part de la communion du Service protestant de mission dans un message adressé à Henriette Mbatchou, présidente de la Cevaa, et au pasteur Célestin Kiki, Secrétaire général de la Cevaa : « *Le Défap avec son équipe se joint à moi pour vous adresser, ainsi qu'à son épouse, sa famille, son Église et toute l'équipe de la Cevaa, ce message très fraternel à l'occasion de cette dure épreuve.*

Nous disons à Dieu notre reconnaissance pour ce qu'il a pu apporter dans son ministère et puisons dans les Écritures le souffle de l'espérance en Christ comme l'exprime Paul en Romains 8 : ***Car je suis persuadé que ni la mort, ni la vie, ni les anges, ni les dominations, ni le présent, ni l'avenir, ni les puissances, ni les êtres d'en-haut, ni ceux d'en-bas, ni aucune autre créature ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu en Christ-Jésus notre Seigneur.***

Nous sommes en communion de prière avec vous. »

Les obsèques du révérend Samuel Désiré Johnson auront lieu le 29 mars 2021 à 14h30, en simultané, à la fois au cimetière protestant de Montpellier, à l'Église catholique de Yaoundé et à l'Église baptiste de Douala, qui était son Église d'origine.

Solidarité avec le CIPCRE, victime d'un grave incendie

Deux des bâtiments du siège camerounais du Cercle International pour la Promotion de la Création, situé à Bafoussam, ont été détruits par les flammes au cours du dimanche 7 mars. Le Défap fait part de son soutien au CIPCRE, qui mène depuis trois décennies un travail exemplaire et irremplaçable pour promouvoir le développement durable dans une perspective chrétienne.



Le siège du CIPCRE, avant et après l'incendie : deux bâtiments ont été ravagés © CIPCRE

Les dégâts auxquels fait face le CIPCRE (Cercle International pour la Promotion de la Création) ne sont pas seulement matériels : derrière les deux bâtiments de son siège de Bafoussam, au Cameroun, qui ont été ravagés par les flammes, il y a des années de travail… et une partie de l'histoire de cette ONG qui, depuis 30 ans, marie foi et développement durable dans l'Afrique francophone. Le feu a touché notamment le Centre de Documentation pour le Développement (la mémoire du CIPCRE), dont le premier étage a été ravagé.

L'incendie a eu lieu le dimanche 7 mars, à la mi-journée. Parti d'un champ voisin, où il avait été allumé par un cultivateur pratiquant la culture sur brûlis, il s'est propagé rapidement aux arbres proches du siège du CIPCRE. Puis aux bâtiments. «Les braises, transportées par le vent, sont allées attaquer le toit de la cantine près de 60 mètres plus loin», raconte le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, Directeur général du CIPCRE. Avant de gagner le Centre de Documentation pour le Développement, à 15 m de distance. Deux bâtiments aux toits de chaume, «pour des raisons d'esthétique et culturelles», note encore le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, «d'où la facilité d'expansion des flammes qui ont trouvé ici et là un terrain d'autant plus propice que la température ambiante ce jour-là dépassait les 30 degrés.» Par une cruelle ironie, «le CIPCRE, qui lutte contre les feux de brousse, a été victime de cette calamité d'ailleurs interdite par la loi.»

Inventer une «écologie globale» où l'humain ait sa juste place

À l'origine du CIPCRE, il y a un contexte : celui de la «vague de démocratisation» (selon l'expression de Samuel Huntington) que connaissent au début des années 90 nombre de pays africains, avec la multiplication des conférences nationales ; une effervescence qui va de concert avec une profonde crise qui touche alors tous les aspects des sociétés des pays concernés : crise sociale, morale, économique, culturelle,

spirituelle et environnementale. Jean-Blaise Kenmogné, alors de retour au Cameroun après des études de théologie en France, assiste à la fois à cette montée des revendications pour plus de liberté, de justice sociale, et à la désorganisation qui touche parallèlement les services publics… à commencer par celui du ramassage des ordures, qui s'accumulent partout dans les rues. Comment réconcilier ces aspirations avec un développement respectueux de la création, comment inventer une «écologie globale» où l'humain puisse trouver sa juste place ? Ces interrogations, il les partage tout d'abord avec des amis enseignants et théologiens à travers un Cercle de lecture écologique de la Bible, avant que les réflexions ne fassent place à l'action avec la création du CIPCRE à Bafoussam, chef-lieu du département de la Mifi et de la région de l'Ouest du Cameroun. Avec très tôt des actions très concrètes : mise en place d'un programme de compostage des ordures, soutien à la fertilisation des sols victimes de la surexploitation, reboisement communautaire… Ce sont bientôt des centaines d'artisans mobilisés dans le domaine de la récupération, des milliers de paysans qui se retrouvent engagés avec le CIPCRE.

Parallèlement, des associations baptisées «Cercles des amis du CIPCRE» se créent dans plusieurs pays africains dont le Bénin. Le CIPCRE-Bénin sera officiellement créé en 1995, avec un programme de recyclage de déchets métalliques grâce à l'appui de forgerons et ferblantiers locaux, puis un programme d'éducation à l'environnement et un projet de Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale qui vise à développer l'écocitoyenneté.

Mais pour vaincre les pesanteurs et les réticences des institutions locales, le soutien des partenaires étrangers aura été bien souvent décisif : celui des coopérations protestantes suisse, allemande et néerlandaise, celui du Défap… Jean-Blaise Kenmogné est ainsi un ami de longue date du Service protestant de mission, avec lequel il a également entretenu des liens à travers le Secaar, réseau d'Églises et

d’ONG qui poursuit le même but de développement durable dans une perspective chrétienne. Face aux graves destructions qu’a subi le siège du CIPCRE à Bafoussam, l’appui de ces partenaires sera une nouvelle fois crucial ; et le Défap veut témoigner de son soutien et de sa solidarité, et souligner l’aspect nécessaire et irremplaçable de l’œuvre accomplie depuis 30 ans par le CIPCRE.

Voir en plein écran

Europe, se convertir à la mission ?

Ce numéro 80 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, s’attache aux questionnements auxquelles la mission fait face dans le contexte européen. Un dossier préparé par Gilles Vidal, Doyen de la Faculté de théologie protestante de Montpellier.



Photo de couverture du n°80 de Perspectives Missionnaires © PM
« Que signifie l'expression tant débattue des « racines chrétiennes de l'Europe » ? Quel regard peuvent porter des missionnaires étrangers sur le contexte européen que l'on dit « déchristianisé » ? Et cette prétendue « déchristianisation », ne serait-elle pas l'envers d'une christianisation largement fantasmée ? Quelles nouvelles voies la mission devrait-elle emprunter en France et en Europe et quel public « cible » viser ? L'évangélisation serait-elle la clé pour revitaliser de vieilles traditions chrétiennes ou au contraire pour inventer de nouvelles formes de chrétienté ? »

Gilles Vidal

Le dossier

Tout d'abord, qu'est-ce qui relie le missionnaire d'hier à celui d'aujourd'hui ? Pour tenter d'y répondre, c'est à un voyage interstellaire que nous convie Gilles Vidal, en quête de constantes de la figure du missionnaire à travers les âges.

J. G. Gantenbein nous invite à revenir sur le processus historique qui a conduit à une séparation entre mission intérieure et mission extérieure (ou encore entre évangélisation et mission) puis sur l'adoption, au cours des années soixante, du paradigme de « la mission de partout vers partout ». Mais la pratique missionnaire peut-elle faire l'économie de tout critère « géographique » ?

Missiologue catholique, François-Xavier Amherdt nous propose un parcours à travers les différentes encycliques sur la mission et en particulier *Evangelii Gaudium* (2013) du pape François sur l'annonce de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui.

Une illustration concrète de nouvelles voies pour la mission nous est offerte avec un article de Gwenaël Boulet sur l'implantation d'un nouveau lieu de témoignage à Créteil, en banlieue parisienne, au sein de l'Église protestante unie de France.

Le sommaire de ce n°80

Perspectives MISSIONNAIRES

1 **Carte blanche à** Benjamin Simon

Dossier :
Europe, se convertir à la mission ?

5 **Introduction** par Gilles Vidal

7 **L'évolution de la figure du missionnaire dans l'histoire** par Gilles Vidal

23 **Mission *ad extra* - mission *ad intra***, par Jean-Georges Gantenbein

41 **Missionnaire missionné, ou le cibleur « ciblé »**, par François-Xavier Amherdt

59 **Créteil : retour sur une implantation de paroisse**,

Rubrique

65 **Lectures**

Pauline Jaricot 1799 - 1862 de Catherine Masson, Paris, Le Cerf, 2019, 522 p. par Jean-Marie Aubert

Enfance, jeunesse et missions chrétiennes (XIXe - XXIe siècle) sous la direction d'Emile Gangnat, Anne Ruolt, Gilles Vidal, Paris, Karthala 2020, par Jean-François Zorn

---

Couverture : baptême anglican par l'archevêque de York. © Psephizo

Prix 10 €

Service Protestant de mission Défap

DM Échange et mission

ISSN 0256-9558

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans ***Perspectives missionnaires****, unique revue protestante de missiologie de langue française.*

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Centrafrique : l'étau de Bangui, appels religieux à la paix

Alors que l'ONU a mis en garde contre le risque de pénuries à Bangui, dont les groupes rebelles ont coupé les principales voies d'approvisionnement, des offensives gouvernementales ont permis de reprendre du

terrain. Face à ces violences grandissantes dont la population est la principale victime, l'Église catholique a lancé un appel au dialogue. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Face aux tentatives des groupes rebelles d'asphyxier Bangui, les forces armées centrafricaines (les Faca) s'efforcent de desserrer l'étau : en ce 25 janvier, le gouvernement a annoncé deux opérations qui auraient permis de reprendre le village de Boyali, à 90 km de la capitale, et surtout la ville de Boda, à 124 km. Le 17, c'était la ville de Bangassou, aux mains des rebelles depuis début janvier, qui avait été reprise sans combats. Ce passage à l'offensive des troupes gouvernementales intervient après des attaques coordonnées lancées jusque dans Bangui même, qui avaient été repoussées à la mi-janvier. Depuis décembre, les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont commencé à bloquer les trois principales routes permettant d'acheminer de

l’approvisionnement dans la capitale.

Ces groupes, après avoir largement entravé les opérations de vote lors de la présidentielle, contestent désormais la réélection du président Touadéra, qui a obtenu 53,16% des voix mais au terme d’un scrutin où deux électeurs sur trois n’ont pu voter. Depuis le 21 janvier, l’ensemble du territoire est sous état d’urgence pour une durée de 15 jours. L’émissaire de l’ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, déplorant une «grande désertion» des forces de sécurité centrafricaines, a réclamé au Conseil de sécurité une «augmentation substantielle» du nombre de Casques bleus déployés dans le pays, et du matériel militaire. Mais d’autres renforts sont déjà présents sur place : désormais, aux 12.000 militaires de la force de maintien de la paix de la mission de l’ONU en Centrafrique (Minusca) présents depuis 2014, s’ajoutent des centaines de soldats rwandais et paramilitaires russes envoyés à la rescousse du président Touadéra.

Le rôle clé des Églises dans un pays ravagé

Le CPC présente une alliance improbable de groupes, dont certains se sont combattus ces dernières années. Parmi eux se trouvent des groupes armés du nord de la RCA qui composaient auparavant la Séléka – l’alliance qui a renversé le gouvernement de François Bozizé en 2013, déclenchant des années de conflit. Il comprend également des milices anti-Balaka, que Bozizé est soupçonné d’avoir contribué à mettre en place en 2013 pour combattre la Séléka. L’ex-président, qui a été empêché de se présenter aux urnes de décembre par la Cour constitutionnelle, fait actuellement l’objet d’une enquête du parquet pour avoir soutenu le CPC. Tous les groupes composant cette coalition se partagent de fait plus des deux-tiers du territoire, où ils contrôlent les très lucratives filières de l’or et des diamants, et rackettent la population. Des avantages bien plus importants que ceux que pouvait leur

apporter l’accord de Khartoum, huitième tentative en date de trouver un chemin de stabilisation du pays, qui offrait pourtant à divers chefs de guerre des postes au sein du gouvernement. Et les ressources tirées des divers trafics pourraient aussi leur offrir les moyens, à terme, d’une attaque d’envergure sur Bangui.

Conséquence de cette hausse des violences, la situation des civils – dans un pays où une personne sur quatre était déjà déplacée à l’intérieur du pays ou vivant en tant que réfugiés à l’étranger – s’est encore aggravée. Et à Bangui, jusqu’alors relativement épargnée, les étals des marchés sont à moitié vides. Le prix des marchandises a grimpé en flèche alors que des centaines de camions restaient bloqués dans la ville frontalière camerounaise de Garoua Boulai – incapables de traverser en raison de la présence rebelle le long de la route principale. L’ONU a mis en garde contre des pénuries de nourriture et de médicaments dans la capitale. En Centrafrique, deuxième pays le plus pauvre du monde, plus d’un tiers de la population (soit 1,9 million de personnes) est déjà confronté à un niveau élevé d’insécurité alimentaire, selon l’ONU.

«La misère du peuple centrafricain est indicible»

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C’est dans les Églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont chercher refuge, comme tout récemment à Bouar, où elles ont accueilli des milliers de personnes qui ne savaient où dormir. Réunis en session plénière du 9 au 17 janvier, les évêques de Centrafrique ont publié un message appelant à la fin des violences, en soulignant : «La misère du peuple centrafricain est indicible.» Présentant ce message commun intitulé : «Lève-toi et marche», l’Abbé Cédric Rodrigue Kongbo Gbassinga, secrétaire général des évêques de Centrafrique, a souligné :

«Nous appelons à un dialogue sincère et franc, fraternel et constructif pour trouver une paix juste et durable en repoussant la haine, la violence et l'esprit de vengeance.»

Au-delà de cet appel des évêques, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama, décédé en novembre dernier à 62 ans. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Violences post-électorales en Centrafrique

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4

janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013. Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour

constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la

population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Nouveaux défis, nouveaux engagements : le Défap et l'écologie

Le Défap, c'est, depuis 50 ans, une relation entretenue entre Églises au près et au loin. Une relation qui passe par des projets, montés en concertation avec les Églises bénéficiaires et à leur initiative ; et par des envois de personnes qui obéissent à la même logique.

C’est précisément cette logique, et ce fonctionnement en réseau, au sein d’un écosystème d’Églises, qui a conduit le Défap à s’impliquer de longue date dans des projets en lien avec la sauvegarde de la création, bien avant que cette thématique ne donne naissance à des opérations symboliques comme le label Église verte.



De quelle manière l’action du Défap se rend-elle visible dans les Églises ? Par des projets mettant en lien des communautés par-delà les frontières ; par des échanges de personnes – envoyés, boursiers, mais aussi enseignants… La thématique de la sauvegarde de la création, de plus en plus présente dans les préoccupations exprimées par les Églises en France et en Europe, ne semble pas, au premier abord, être typique de la « marque de fabrique » du Défap. Et pourtant…

Depuis sa création en 1971, le Défap est en lien, **en réseau avec de nombreuses Églises du Sud** (Afrique ou Océan Indien) ; or dans ces pays, **les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France**. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d’inquiétude pour

l’avenir, mais un problème majeur aujourd’hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu’a pu connaître le Mozambique, frappé en 2019 en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l’histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Sauvegarde de la création : comment le Défap s’implique (en vidéo)

Le Défap est ainsi un des **membres fondateurs du Secaar**, (Service chrétien d’appui à l’animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d’Afrique et d’Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l’être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient

selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique. Au-delà de son soutien aux projets, aux ONG ou aux Églises membres, il cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission.



Le bureau du Secaar

Au Défap, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve aussi à travers divers projets récents : c'est le cas du **soutien apporté à l'association Abel Granier**, qui

intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. L'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.

C'est encore le cas du **partenariat établi avec l'ALCESDAM**, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises…

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du **projet Beer Shéba** à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk.

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, explique que le Défap ait pu **inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail**, sans avoir de manière visible élaboré une réflexion propre sur l'écologie. Le programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé

jusqu'en 2020, énonce ainsi : «*Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.*»



Le «mini-forum» de Condé-sur-Noireau (septembre 2019)

Cette réflexion sur les enjeux écologiques se retrouve aussi **dans les forums régulièrement organisés par le Défap**. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu en avril, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la

création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter la présence de Martin Kopp, qui a été chargé de plaidoyer de la Fédération luthérienne mondiale pour la «justice climatique» et qui préside aujourd'hui la Commission «Écologie et justice climatique» de la Fédération Protestante de France.

Un fonds de solidarité Covid-19

Si les milieux des Églises ont su trouver des moyens de s'adapter au contexte de la crise sanitaire, maintenir les relations par-delà les frontières reste un défi. L'imagination et les capacités d'adaptation ne suffisent pas toujours. Car pour maintenir les liens avec des partenaires hors de France, encore faut-il que ces partenaires eux-mêmes survivent à la crise. C'est précisément l'objet de ce fonds de solidarité dont s'est doté le Défap.



Un étudiant de l'UPRECO et sa famille. L'UPRECO, partenaire du Défap, est une Université protestante présente à Kananga (RDC)
© Défap

Les commerces de proximité, les entreprises ne pouvant recourir au télétravail, les relations de voisinage, l'aide aux plus fragiles : la liste serait interminable de toutes les activités, de tous les secteurs frappés par la pandémie de Covid-19. Avec, en réponse à cette crise inédite, de nouvelles solidarités qui se mettent en place… Les Églises ne font pas exception. Les restrictions imposées par les mesures sanitaires ont empêché les réunions, stimulant les autres modes de mise en relation : pour ne citer qu'un exemple, certaines, déjà présentes sur internet avec des cultes en ligne, ont vu leur nombre de connexions décupler, atteignant ainsi des publics inédits… «Si la crise sanitaire a profondément déstabilisé les cultes et leurs fidèles, souligne ainsi un **rapport sénatorial du 2 juillet 2020**, elle a aussi révélé une grande capacité d'adaptation aux circonstances et

d’imagination, afin de conserver le lien entre les membres de la communauté (…) Bien plus significative est la mobilisation des fidèles, communautés locales, associations caritatives ou établissements d’enseignement pour venir en aide aux personnes les plus fragiles tout au long du confinement.»

La crise a néanmoins accru les fragilités, en France comme ailleurs. De nombreux acteurs du monde associatif ont vu leurs projets stoppés… et leurs financements suspendus. Or, pour beaucoup d’associations, le soutien aux projets participe aussi aux frais de personnel : sans projet financé, celles et ceux qui sont censés les gérer risquent de ne plus être payés… Voilà pourquoi, dans notre pays, en plein confinement, le Premier ministre avait diffusé une **circulaire rappelant le rôle de soutien aux associations des autorités publiques**, et définissant des règles de bonnes pratiques de gestion des subventions. La plateforme d’ONG Coordination Sud, dont est membre le Défap, vient pour sa part de **lancer une campagne pour interpeller les députés** sur les besoins des associations.

La crise sanitaire et ses conséquences financières



Un autre partenaire du Défap : aperçu des bâtiments de la faculté de théologie de Kaélé (Cameroun) © Défap

Ce qui est vrai en France l'est d'autant plus au-delà de nos frontières. Et nombre de partenaires du Défap connaissent des situations au moins aussi dramatiques. Avec comme facteur aggravant, le plus souvent, l'absence de financements publics. La crise sanitaire a ainsi frappé bien plus brutalement certaines Églises du Sud. Pour une œuvre d'Église (dans le domaine de la santé, par exemple) dépendant de financements internationaux, l'arrêt de ces financements pour cause de projets suspendus a pu avoir des effets dramatiques. Même problème pour des centres de formation théologique dont le financement est assuré par les frais d'inscription des étudiants – étudiants qui n'ont pu être accueillis en cette période de crise… Voilà pourquoi le Défap s'est doté d'un «fonds d'urgence Covid-19». Le principe en a été approuvé lors du Conseil du 10 octobre 2020 ; il sera géré sous la

responsabilité du Bureau et du Secrétaire général. Il a pour but de soutenir en priorité des partenaires dont le fonctionnement même pourrait être menacé par la crise sanitaire, puisqu'ils pourraient perdre une partie de leur personnel faute de pouvoir le rétribuer. Et ce fonds d'urgence est financé notamment par le report de financements destinés à des missions qui n'ont pu avoir lieu, pour cause de fermeture des frontières. Parmi les premiers bénéficiaires figurent une demi-douzaine d'institutions avec lesquelles le Défap est en lien, présentes notamment en Afrique centrale, mais aussi dans l'océan Indien.

Au-delà de ce fonds, qu'en est-il aujourd'hui des relations par-delà les frontières ? Et qu'en est-il d'un organisme comme le Défap, dont le cœur de mission (qu'on l'écrive avec « m » ou avec « M ») est justement, dans le monde protestant, d'entretenir les liens entre Églises d'ici et de là-bas, «du bout du banc au bout du monde» ? Face à des déplacements internationaux réduits au strict minimum, là encore, il a fallu s'adapter pour maintenir les relations. Que ce soit à travers les envoyés (en dépit des retours anticipés pour cause de crise sanitaire, le Défap a encore aujourd'hui une vingtaine d'envoyés en mission longue, VSI ou pasteurs, présents dans une douzaine de pays) ou par les contacts directs avec des partenaires institutionnels (Églises ou œuvres d'Église, centres de formation théologique…). Avec l'idée que ces relations représentent une richesse à préserver. Plus que jamais, en ces périodes de restriction des déplacements, entretenir les liens est nécessaire pour éviter la tentation du repli.

Trente ans de relations Défap/Secaar sur Fréquence Protestante

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



Le bureau du Secaar

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971

a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUdF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine… Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo… Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres

et partenaires d’entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l’être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l’agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l’environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l’environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi).Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l’édition d’un ouvrage conçu pour aider des groupes à réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il

est révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie © Défap

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates

douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son

Synode à Guaru, Houaïlou, elle prend position pour l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les évènements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© *WEA Kuanene Daniel*

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes, comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des

hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence

demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à

préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte cultuel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti *.

* *Oleti signifie “merci” en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*